

ENGLISH VERSION AVAILABLE AT THE END OF THE FRENCH VERSION

## CONDITIONS GÉNÉRALES DE LOCATION

### SARL TEMANAHA

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 000 000 XPF

RCS 6898B / n° TAHITI : 480848

Siège social : BP 34, Fare, Huahine, Polynésie française

Téléphone : 40 68 82 59 / portable: 87 74 75 56 – email : europcar.huahine@gmail.com

### ARTICLE 1 – OBJET

Les présentes Conditions Générales de Location ont pour objet de régir la location de véhicules sans chauffeur proposée par la société **SARL TEMANAHA**, société à responsabilité limitée de droit polynésien, ci-après dénommée « **le Loueur** », à toute personne physique ou morale, ci-après dénommée « **le Locataire** ».

La location est conclue dans le cadre d'un contrat de location soumis aux présentes Conditions Générales de Location, que le Locataire déclare accepter **sans réserve** lors de la signature du contrat de location.

Les présentes Conditions Générales de Location prévalent sur tout autre document, prospectus, échange verbal ou écrit, non expressément accepté par écrit par le Loueur.

### ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LOCATION

Pour pouvoir louer un véhicule, le Locataire doit :

- être âgé d'au moins **23 ans** (ou **18 ans pour les scooters**), et ne pas être âgé de plus de **80 ans** ;
- être titulaire d'un **permis de conduire valide** depuis au moins **un (1) an**, correspondant à la catégorie du véhicule loué (catégorie B pour les véhicules automobiles ; A1, B ou BSR pour les scooters) ;
- présenter l'**original** de son permis de conduire ;
- fournir des **garanties financières suffisantes** permettant la constitution du dépôt de garantie requis.

**!** Le Loueur se réserve le droit de **refuser la location** si l'une de ces conditions n'est pas remplie ou en cas de doute sur la validité ou l'authenticité des documents présentés. Le non-respect de l'une de ces obligations entraîne l'**annulation de la location sans remboursement**.

#### Conducteurs autorisés (autres que le Locataire):

- Seuls les conducteurs **expressément désignés au contrat** sont autorisés à conduire le véhicule.
- Tout conducteur non autorisé entraîne la **responsabilité pleine et entière du Locataire** et la **déchéance de toute garantie d'assurance**.
- Le Locataire demeure **solidairement responsable** des actes de tous les conducteurs désignés.

**Conducteurs de plus de 70 ans:**

- **Résidents de Polynésie française** : obligation de présenter un permis renouvelé par un organisme agréé.
- **Non-résidents** : obligation de présenter un **billet d'avion aller-retour** ainsi qu'un **passport en cours de validité**.

**ARTICLE 3 – UTILISATION DU VÉHICULE**

Le Locataire s'engage à utiliser le véhicule loué :

- **exclusivement sur l'île de Huahine** ;
- conformément à sa destination normale ;
- dans le respect des **règles de circulation applicables en Polynésie française** ;
- conformément aux instructions du constructeur et du Loueur.

La circulation est **strictement limitée aux routes goudronnées**.

Il est **formellement interdit** de circuler sur toute route ou voie non revêtue, piste, chemin, sentier, plage, route agricole, zone humide ou inondée.

**⚠ Tout non-respect de cette interdiction entraîne :**

- **entraîne l'exclusion de toute couverture d'assurance lorsque le manquement est en lien direct ou indirect avec le sinistre**;
- la **facturation intégrale de tous frais engagés** (expertise, remorquage, immobilisation, transfert, réparations, etc.).

Le Locataire s'engage à :

- respecter les **charges maximales autorisées** (passagers et bagages) ;
- assumer personnellement toute **infraction, contravention ou sanction** commise pendant la durée de la location.

Le Locataire demeure **seul responsable** de toutes les amendes, contraventions et poursuites résultant de l'utilisation du véhicule pendant la durée de la location.

Le Loueur est **expressément autorisé**, si nécessaire, à transmettre les coordonnées du Locataire aux autorités compétentes.

**Il est en outre strictement interdit :**

- de participer à toute course, compétition, rallye ou conduite sportive ;
- de modifier le véhicule, même partiellement, sans l'accord écrit du Loueur ;
- d'utiliser le véhicule à des fins illégales ;
- de conduire sous l'emprise de l'alcool, de stupéfiants ou de médicaments altérant la vigilance ;
- de sous-louer, prêter ou céder le véhicule ;
- de transporter des personnes ou marchandises à titre onéreux ;
- de tracter, remorquer ou transporter des matières dangereuses ;

- d'effectuer soi-même toute réparation ou intervention sur le véhicule.

**⚠ Toute infraction aux obligations du présent article entraîne l'exclusion de toute couverture d'assurance lorsque le manquement est en lien direct ou indirect avec le sinistre.**

Le dépôt de garantie pourra être **intégralement conservé à titre conservatoire**, dans l'attente de l'inspection complète du véhicule.

Le Locataire supportera **l'intégralité des coûts en résultant**.

## ARTICLE 4 – DURÉE – PROLONGATION

La durée de la location est celle indiquée au contrat de location.

Toute prolongation de la durée de location doit faire l'objet d'une **autorisation préalable du Loueur**, formalisée par un **avenant écrit**, signé **avant l'expiration du contrat initial**.

**⚠ Tout retard imputable au Locataire, ou de toute cause qui ne saurait être imputée au Loueur, n'a pas pour effet de modifier la durée contractuelle ni l'heure de restitution prévue.**

La durée de location reste fixée conformément à la réservation initiale et **l'heure de restitution convenue demeure applicable**.

Toute rétention abusive du véhicule expose le Locataire :

- à des **poursuites judiciaires** ;
- à la **perte de toute couverture d'assurance**.

### 1. Retard ou restitution non conforme

En l'absence d'autorisation écrite préalable :

- une pénalité équivalente à **une journée complète de location au tarif public non remisé**, est due pour chaque période de vingt-quatre (24) heures commencée ;
- au-delà de **quarante-huit (48) heures**, le Loueur se réserve le droit de déposer plainte pour **détournement de véhicule loué**, sans préjudice du droit du Loueur de réclamer des dommages et intérêts.

Toute restitution du véhicule dans un lieu non autorisé entraîne une pénalité minimale de **5 000 XPF**, à laquelle s'ajoutent les frais de rapatriement,

### 2. Restitution anticipée

Aucun remboursement ne sera accordé en cas de restitution anticipée du véhicule.

## ARTICLE 5 – CARBURANT

### 1. Niveau de carburant au départ

Le niveau de carburant du véhicule est indiqué sur l'état des lieux de départ et validé par la signature du Locataire.

En l'absence de contestation immédiate, le niveau mentionné sur l'état des lieux **fait foi contractuellement**.

## 2. Type de carburant

Le Locataire s'engage à utiliser **exclusivement le carburant approprié** au véhicule loué.

En cas d'erreur de carburant, l'ensemble des frais engendrés (vidange, nettoyage, remorquage, réparations, immobilisation du véhicule, etc.) sera **intégralement à la charge du Locataire**, sans limitation.

## 3. Niveau de carburant au retour

Le véhicule doit être restitué avec un niveau de carburant **strictement identique** à celui constaté au départ.

**⚠ La simple observation de la jauge ne constitue pas une preuve suffisante de ravitaillement.**

Le Locataire doit laisser dans le véhicule un **reçu ou une facture** de carburant, **clairement visible, daté(e) de moins d'une (1) heure** avant la restitution du véhicule.

- En cas de niveau inférieur : le carburant manquant sera facturé selon le tarif en vigueur du Loueur, sur la base du kilométrage parcouru.
- En cas de **niveau identique** mais **en l'absence de reçu ou de facture** laissé(e) dans le véhicule : des **frais forfaitaires** de gestion de **1 000 XPF** (contrôle, déplacement, main-d'œuvre) seront facturés, en sus des éventuels frais de carburant calculés selon le kilométrage parcouru.

Aucun remboursement ne sera effectué pour le carburant excédentaire laissé dans le réservoir.

## ARTICLE 6 – MISE À DISPOSITION ET RESTITUTION DU VÉHICULE

Le véhicule est remis au Locataire **propre**, en état de fonctionnement, et équipé de l'ensemble de ses accessoires.

Le Locataire est pleinement responsable :

- de la conservation du véhicule ;
- de la perte, du vol ou de la détérioration de tout accessoire fourni.

Tout accessoire manquant ou endommagé devra être **remplacé aux frais du Locataire**.

Un état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie est établi lors de la remise et de la restitution du véhicule.

## ARTICLE 7 – ÉTAT DES LIEUX – PROCÉDURE PHOTOGRAPHIQUE

### 1. État du véhicule au départ

L'état du véhicule est constaté par le Loueur exclusivement au moyen de **photographies numériques des éventuels dommages visibles** au moment de la remise du véhicule au locataire.

**Seuls les dommages apparents (rayures, chocs, éléments manquants, etc.) sont photographiés et répertoriés.** Ces photographies tiennent lieu d'état des lieux de départ et servent de base de comparaison à la restitution.

Avant le départ, le Locataire peut :

- inspecter le véhicule ;
- signaler tout dommage non photographié ;
- demander la prise de photographies complémentaires.

**⚠ Aucune réclamation postérieure au départ ne sera acceptée.**

### 2. État du véhicule au retour

À la restitution du véhicule, un état des lieux similaire est réalisé par le Loueur. Seuls les **dommages nouveaux**, non visibles sur les photographies de départ, pourront être photographiés et donner lieu à facturation.

### 3. Restitution du véhicule sans agent du Loueur

En cas de restitution du véhicule en dehors des heures d'ouverture ou en l'absence d'un représentant du Loueur, le Locataire s'engage à respecter strictement la procédure suivante :

#### a) Stationnement

Le véhicule doit être stationné à l'emplacement convenu ou indiqué par le Loueur, dans une zone accessible, sécurisée et conforme aux instructions données lors de la prise du véhicule.

#### b) Fermeture du véhicule

Le véhicule doit être :

- arrêté,
- vitres fermées,
- correctement verrouillé,
- sans aucun effet personnel à l'intérieur.

#### c) Dépôt des clés

Les clés doivent être déposées dans la boîte sécurisée prévue à cet effet ou remises conformément aux instructions écrites fournies par le Loueur.

### 4. État des lieux photographique réalisé par le Locataire

Le Locataire est tenu de réaliser, au moment de la restitution, un **reportage photographique complet** comprenant au minimum :

- vues avant et arrière du véhicule ;
- côtés avant gauche et droit ;
- côtés arrière gauche et droit ;
- compteur kilométrique avec kilométrage et niveau de carburant visibles ;
- détails de tout dommage apparent, le cas échéant.

Les photographies doivent être :

- nettes, lisibles et datées ;
- transmises dans un délai d'**une (1) heure** après la restitution par email ou via WhatsApp (QR code fourni),  
**ou**
- conservées pendant au moins **7 jours** en cas d'état des lieux contradictoire ultérieur.

À défaut de réception des photographies dans les délais, ou en cas de photographies incomplètes ou de qualité insuffisante, le Loueur se réserve le droit de considérer que le véhicule a été restitué dans l'état constaté lors de son inspection ultérieure, **sauf preuve contraire** apportée par le Locataire.

## 5. Absence de signature et valeur probante des photographies

En l'absence de signature du Locataire sur l'état des lieux de retour, notamment en cas de restitution sans agent, le Locataire reconnaît et accepte expressément que :

- il demeure **pleinement responsable** de l'état du véhicule jusqu'à l'inspection réalisée par le Loueur ;
- à défaut de **preuve suffisante** fournie par le Locataire (photographies claires, datées et complètes), tout dommage constaté ultérieurement pourra lui être imputé.

Cette procédure photographique est expressément reconnue par le Locataire comme constituant un **mode de preuve contractuel valable et opposable**.

En **signant le contrat** de location, le Locataire reconnaît avoir été **informé** de cette procédure et **l'accepter sans réserve**.

## 6. Valeur probante des éléments électroniques

Les états des lieux, photographies, vidéos, constats, documents contractuels, échanges électroniques (courriels, messages, supports numériques), établis ou conservés par le Loueur, constituent des modes de **preuve valables, recevables et opposables** entre les parties, **au même titre qu'un écrit signé**.

Le Locataire reconnaît expressément leur **valeur probante** et renonce à en contester la force au seul motif de leur forme électronique ou de leur **absence de signature manuscrite**.

## ARTICLE 7 bis – DOMMAGES NON APPARENTS (DITS « DOMMAGES CACHÉS »)

Certains dommages peuvent ne **pas être immédiatement apparents** lors de l'inspection du véhicule au moment de sa restitution, notamment lorsque :

- les dommages concernent des éléments non accessibles ou non visibles lors d'un examen extérieur normal du véhicule (notamment moteur, embrayage, réservoir de carburant, transmission, éléments sous caisse) ;
- les conditions de restitution ne permettent pas une inspection exhaustive (véhicule sale, rendu sous la pluie, de nuit, en l'absence de lumière suffisante ou sans agent du Loueur).

Ces dommages peuvent être **identifiés ultérieurement** lors des opérations techniques, de nettoyage approfondi, de maintenance ou de remise en location du véhicule.

En cas de constatation de tels dommages, le Loueur s'engage à :

1. **Notifier le Locataire par écrit**, par courrier électronique à l'adresse communiquée lors de la location,
2. **Fournir tout élément justificatif utile**, notamment photographies, rapports techniques, constats internes ou devis de réparation,
3. **Établir un lien de causalité** entre les dommages constatés et la période de location concernée.

Aucune facturation ne sera effectuée **avant l'expiration d'un délai minimum de sept (7) jours calendaires** à compter de la notification adressée au Locataire, afin de lui permettre de formuler toute observation ou contestation écrite.

À défaut de réponse du Locataire dans ce délai, ou en **l'absence d'éléments probants** de nature à remettre en cause la responsabilité du Locataire, le Loueur pourra procéder à la facturation des dommages constatés, conformément aux présentes Conditions Générales de Location, notamment par imputation sur le dépôt de garantie.

Cette clause s'applique sans préjudice des dispositions relatives à l'état des lieux photographique et à la valeur probante des éléments électroniques prévues à l'ARTICLE 7.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES ET GARANTIES**

### **1. Type d'assurance**

Le véhicule loué est assuré par le Loueur au titre d'une **assurance tous risques** souscrite auprès d'une compagnie agréée en Polynésie française.

Cette assurance comprend, dans les limites et conditions prévues par le contrat d'assurance :

- la **responsabilité civile obligatoire**, conformément au Code des assurances applicable en Polynésie française ;
- les **dommages matériels** subis par le véhicule loué en cas d'accident, vol, incendie ou tentative de vol.

Une **franchise contractuelle fixe** reste toutefois à la charge du Locataire, dans les conditions définies à l'ARTICLE 9.

Les garanties d'assurance sont strictement subordonnées au **respect intégral** des présentes Conditions Générales de Location. En cas d'exclusion de garantie, le Locataire demeure seul responsable de l'intégralité des conséquences financières.

## 2. Étendue des garanties

### a) Responsabilité civile

L'assurance couvre exclusivement les dommages corporels et matériels causés aux tiers du fait de l'utilisation du véhicule.

Sont exclus de cette garantie :

- les dommages subis par le Locataire ;
- ceux subis par ses passagers ;
- les effets personnels transportés.

### b) Dommages matériels au véhicule

Le véhicule est couvert contre les dommages matériels, avec ou sans tiers identifié, sous réserve du respect des obligations contractuelles par le Locataire.

## 3. Conditions d'application des garanties

Les garanties ne s'appliquent que si :

- le véhicule est conduit par un conducteur autorisé, titulaire d'un permis valide ;
- le véhicule est utilisé conformément à sa destination contractuelle ;
- tout incident est déclaré au Loueur dans un délai maximum de **vingt-quatre (24) heures ouvrées**, accompagné d'un constat ou d'une déclaration écrite circonstanciée ;
- le véhicule, les clés et les documents sont restitués au Loueur, notamment en cas de vol ou d'incendie.

Tout manquement entraîne **l'exclusion de toute couverture d'assurance** lorsque le **manquement est en lien direct ou indirect avec le sinistre**, le Locataire restant intégralement responsable des dommages, pertes et frais.

## 4. Exclusions de garantie

Sont **formellement exclus** de toute garantie d'assurance, sans que cette liste soit limitative, les sinistres résultant directement ou indirectement :

- d'une fausse déclaration du Locataire ou de la caution ;
- du non-respect des présentes Conditions Générales de Location ;
- de l'utilisation du véhicule hors des zones autorisées ;
- de la circulation sur routes non revêtues, pistes, chemins, plages ou zones inondées ;
- d'un conducteur non autorisé ou non titulaire d'un permis valide ;
- de la conduite sous l'emprise de l'alcool, de stupéfiants ou de médicaments altérant la vigilance ;
- de la participation à des compétitions, courses ou essais ;

- d'une surcharge du véhicule par le transport de passagers ou de bagages excédent la limite autorisée;
- de la négligence caractérisée (choc sous caisse, passage en eau, immersion, détérioration volontaire, abandon du véhicule) ;
- de la perte ou du vol des clés du véhicule ;
- de l'absence de restitution des clés et documents du véhicule ;
- de l'absence ou du retard de déclaration du sinistre dans les délais contractuels ;
- de l'utilisation du véhicule à des fins illégales ou non prévues au contrat.

En cas d'exclusion de garantie, le Locataire supportera **l'intégralité des conséquences financières du sinistre, sans limitation de montant autre que celles résultant de la loi.**

## ARTICLE 9 – FRANCHISE

En cas de sinistre (vol, perte ou dommage causé au véhicule loué ou à un tiers), le Locataire demeure redevable d'une **franchise contractuelle fixe**.

Le montant de cette franchise dépend de la catégorie du véhicule loué et est :

- indiqué au contrat de location,  
ou
- consultable en agence,  
ou
- communiqué sur simple demande auprès du Loueur.

Cette franchise est **fixe, incompressible et due en toutes hypothèses**, y compris lorsque le sinistre entre dans le champ de l'assurance souscrite par le Loueur.

La franchise reste à la charge :

- du Locataire,
- et de la personne physique ou morale s'étant portée caution solidaire.

### La franchise s'applique notamment :

- lorsqu'un tiers responsable est identifié;
- lorsque le dommage est couvert par l'assurance ;
- lorsque le Locataire a souscrit des assurances personnelles ou complémentaires.

**⚠ Aucune exonération, réduction ou suppression de la franchise ne pourra être invoquée, pour quelque motif que ce soit.**

Seul le Loueur demeure habilité, à titre **strictement discrétionnaire et exceptionnel**, notamment en cas de dommage mineur ne nécessitant pas l'intervention d'un professionnel, à accorder une dérogation partielle ou totale à l'application de la franchise.

### Limitation de la franchise

La franchise n'est applicable **que si l'ensemble des conditions de garantie est respecté.**

En cas de non-respect des présentes Conditions Générales de Location, la garantie peut être exclue et **l'intégralité des dommages sera alors à la charge du Locataire, sans limitation de montant autre que celles résultant de la loi.**

## ARTICLE 10 – DÉPÔT DE GARANTIE (CAUTION)

Lors de la remise du véhicule, le Locataire ou la personne se portant **caution solidaire** verse au Loueur un **dépôt de garantie**, dont le montant est précisé au contrat de location.

Ce dépôt de garantie peut être :

- soit **bloqué** sous forme de **pré-autorisation bancaire** ;
- soit **encaissé**, selon les modalités définies par le Loueur.

### 1. Objet du dépôt de garantie

Le dépôt de garantie a pour objet de garantir notamment :

- le paiement de la **franchise contractuelle** en cas de sinistre ;
- les **dommages non couverts par l'assurance** ou exclus de garantie ;
- les frais supplémentaires résultant du **non-respect des obligations contractuelles** du Locataire (carburant manquant, retard, nettoyage exceptionnel, perte d'accessoires, immobilisation du véhicule, frais administratifs, etc.).

En conséquence, le Loueur est expressément autorisé à prélever, **sans mise en demeure préalable**, tout ou partie du dépôt de garantie afin de couvrir :

- toute somme due par le Locataire au titre du présent contrat ;
- tout dommage, perte ou frais résultant d'un manquement, d'un sinistre ou d'une exclusion de garantie.

### 2. Sort du dépôt de garantie

À la restitution du véhicule et après inspection :

- le dépôt de garantie est **libéré intégralement** si aucun dommage ni frais supplémentaire n'est constaté ;
- le dépôt peut être **partiellement ou totalement conservé** si des frais, réparations, pénalités ou la franchise doivent être imputés au Locataire.

Le dépôt de garantie est restitué dans un délai maximum de **sept (7) jours ouvrés** après la restitution du véhicule, sous réserve de l'absence de frais dus, de dommages ou de la réception des factures définitives et de la clôture administrative du dossier.

En cas de sinistre **nécessitant une expertise**, le Loueur est autorisé à **conserver le dépôt de garantie** jusqu'à la **détermination définitive** du montant des réparations ou indemnités dues.

Le dépôt de garantie **ne limite en aucun cas** la responsabilité du Locataire lorsque celui-ci a commis une faute entraînant une exclusion de garantie.

### 3. Caution solidaire

La personne physique ou morale se portant **caution solidaire** s'engage expressément, solidairement et irrévocablement à garantir l'exécution intégrale de toutes les obligations contractuelles du Locataire.

La caution reconnaît être tenue **au même titre que le Locataire**, sans bénéfice de discussion ni de division, conformément aux dispositions du Code civil applicable en Polynésie française.

L'engagement de la caution demeure valable et exigible quelles que soient la situation du Locataire, y compris en cas de litige, d'insolvabilité ou de départ du territoire.

### 4. Contestation des dommages

Le **défaut de signature** de l'état des lieux de restitution ou toute contestation ultérieure du Locataire relative à l'existence ou à l'évaluation des dommages **n'exonère en aucun cas** le Locataire ou la caution de leurs obligations.

Le Loueur est autorisé à utiliser le dépôt de garantie pour couvrir tout ou partie :

- de la **franchise applicable** ;
- des dommages non couverts ;
- des frais découlant d'une exclusion de garantie.

## ARTICLE 11 – SINISTRES – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

En cas d'accident, de dommage, de vol, de tentative de vol, d'incendie ou de tout sinistre affectant le véhicule, le Locataire est tenu de :

- **cesser immédiatement l'utilisation du véhicule** si celle-ci est de nature à aggraver le sinistre ;
- **informer le Loueur sans délai**, et au plus tard dans un délai de **vingt-quatre (24) heures ouvrées** ;
- fournir une **déclaration écrite détaillée** des circonstances du sinistre ;
- établir un **constat amiable** en cas d'accident avec un tiers, même en l'absence de dommages apparents ;
- **déposer plainte** auprès des autorités compétentes en cas de vol, tentative de vol, vandalisme ou accident corporel.

Le Locataire s'engage à transmettre au Loueur l'ensemble des documents utiles (constat, procès-verbal, témoignages, coordonnées des parties, etc.).

**⚠ Le non-respect de ces obligations entraîne l'exclusion de toute couverture d'assurance, le Locataire restant intégralement responsable des conséquences financières du sinistre.**

Le Locataire demeure responsable de tous les frais liés :

- à l'immobilisation du véhicule ;

- au remorquage ;
- à l'expertise ;
- aux réparations ;
- aux pertes d'exploitation.

## ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE

Le Locataire est **pleinement responsable** du véhicule loué dès sa remise et jusqu'à sa restitution effective au Loueur, quelle qu'en soit la cause.

Cette responsabilité comprend notamment :

- les dommages matériels subis par le véhicule ;
- la perte, le vol ou la détérioration du véhicule, de ses accessoires ou de ses documents ;
- les conséquences financières résultant d'un sinistre, d'une exclusion de garantie ou d'un manquement contractuel.

La responsabilité du Locataire demeure engagée **même en l'absence de faute**, notamment en cas de vol ou de dégradation par un tiers.

Le Locataire est responsable :

- des actes de tout conducteur autorisé ;
- des passagers transportés ;
- de toute personne à laquelle il confierait le véhicule, même à titre occasionnel, en violation des présentes Conditions Générales de Location.

**⚠ En cas de déchéance ou d'exclusion de garantie, le Locataire supportera l'intégralité des dommages, frais et pertes subis par le Loueur, sans limitation de montant autre que celles résultant de la loi.**

## ARTICLE 13 – TARIFS – FACTURATION

### 1. Tarifs de location

Les tarifs applicables sont ceux :

- en vigueur au jour de la réservation, pour ceux fait en ligne, et lors de la signature du contrat, pour ceux fait en agence ;
- communiqués au Locataire avant la prise du véhicule ;
- exprimés en **francs CFP (XPF)**.

Les tarifs comprennent la location du véhicule pour la durée convenue, **hors options**, suppléments et frais annexes.

### 2. Paiement

Le paiement est exigible :

- **avant la remise du véhicule** ;
- ou selon les modalités précisées au contrat de location.

Le Loueur se réserve le droit de refuser la remise du véhicule en l'absence de paiement intégral.

### 3. Frais supplémentaires

Peuvent notamment être facturés en sus, **sans que cette liste soit limitative** :

- carburant manquant ;
- nettoyage exceptionnel ;
- remise en état du véhicule ;
- perte ou détérioration d'accessoires ;
- frais de déplacement pour remise de double de clés perdus (forfait **5 000 XPF**) ;
- frais de déplacement pour changement de roue de secours (forfait **5 000 XPF**) ;
- frais de gestion administrative ;
- immobilisation du véhicule ;
- frais liés à un sinistre ou à une exclusion de garantie ;

Tout montant dû pourra être prélevé sur le dépôt de garantie ou facturé séparément.

### 4. Défaut ou retard de paiement

En cas de retard ou de défaut de paiement :

- toute somme impayée devient immédiatement exigible ;
- le Loueur pourra suspendre toute nouvelle location ;
- des **pénalités** de retard pourront être appliquées conformément à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

## ARTICLE 14 – ANNULATION – RÉSILIATION

### 1. Annulation par le Locataire

Toute annulation de réservation par le Locataire doit être notifiée par écrit au Loueur.

#### a) Annulation avant le début de la location

Sauf disposition particulière convenue par écrit entre les parties, toute annulation :

- intervenant **après règlement de la location et jusqu'à quarante-huit (48) heures** avant la date et l'heure de prise en charge initialement prévues, entraîne la facturation de **frais d'annulation équivalents à dix pour cent (10 %)** du montant total de la location ;
- intervenant **moins de quarante-huit (48) heures** avant la date et l'heure prévues de début de la location, ou en cas de **non-présentation du Locataire**, entraîne la **facturation intégrale** de la location réservée, **sans possibilité de remboursement**.

### **b) Annulation ou modification en cours de location**

En cas de réduction de la durée de location, de prise tardive ou de restitution anticipée du véhicule, **aucun remboursement** ne sera accordé au Locataire pour les jours non utilisés.

### **c) Cas de force majeure**

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, en cas d'annulation reconnue officiellement comme constituant un cas de force majeure dûment justifié (notamment décès, accident ou hospitalisation), le Loueur ne facturera **aucun frais d'annulation**.

## **2. Annulation ou résiliation par le Loueur**

Le Loueur se réserve le droit d'annuler ou de résilier de **plein droit** la location, **sans indemnité**, notamment en cas :

- de non-respect par le Locataire des présentes Conditions Générales de Location ;
- de fausse déclaration ;
- d'impossibilité de constituer le dépôt de garantie ;
- de force majeure ou d'indisponibilité imprévisible du véhicule.

Dans ce cas, les sommes éventuellement versées au titre de la location non exécutée seront restituées, **à l'exclusion de toute autre indemnité**.

## **3. Résiliation anticipée en cours de location**

En cas de manquement grave du Locataire à ses obligations contractuelles, le Loueur pourra mettre fin **immédiatement** à la location.

Aucun remboursement ne sera dû au Locataire, **sans préjudice du droit du Loueur de réclamer réparation de l'intégralité des préjudices subis**.

## **ARTICLE 15 – INTERRUPTION DE LA LOCATION**

La location peut être interrompue, sans indemnité pour le Locataire, notamment en cas :

- de panne ou de dysfonctionnement du véhicule non imputable au Locataire ;
- de sinistre ;
- de force majeure.

En cas d'interruption imputable au Locataire, aucun remboursement ne sera effectué et l'ensemble des frais restera à sa charge.

Le Loueur ne pourra être tenu responsable des conséquences indirectes résultant de l'interruption de la location, notamment perte de temps, frais de transport, hébergement ou préjudice commercial.

## **ARTICLE 16 – DONNÉES PERSONNELLES**

Dans le cadre de la conclusion et de l'exécution du contrat de location, le Loueur est amené à collecter et traiter des **données personnelles** concernant le Locataire et, le cas échéant, la caution solidaire.

Ces données sont collectées pour les finalités suivantes :

- gestion des réservations et des contrats de location ;
- facturation et encaissement ;
- gestion des sinistres, contentieux et impayés ;
- respect des obligations légales et réglementaires applicables en Polynésie française.

Les données collectées sont strictement nécessaires à l'exécution du contrat et sont conservées pendant la durée légale requise conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles en Polynésie française.

Le Locataire dispose d'un **droit d'accès, de rectification et d'opposition** aux données le concernant, qu'il peut exercer en adressant une demande écrite au Loueur.

Les données personnelles peuvent être transmises :

- aux assureurs ;
- aux autorités compétentes ;
- aux prestataires techniques du Loueur,

uniquement dans la limite nécessaire à l'exécution du contrat ou au respect des obligations légales.

**⚠ Le refus de fournir les données nécessaires à la location empêche la conclusion du contrat.**

## **ARTICLE 17 – DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPÉTENTE**

### **1. Droit applicable**

Le présent contrat de location, ainsi que les présentes Conditions Générales de Location qui y sont annexées, sont **régis et interprétés conformément au droit en vigueur en Polynésie française**, à l'exclusion de toute autre législation.

Tout litige relatif à la formation, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du contrat de location, qui n'aurait pu être réglé amiablement, relève de la **compétence exclusive des juridictions territorialement compétentes de Polynésie française**.

### **2. Tribunal compétent**

En cas de contestation, de réclamation ou de litige relatif à la formation, l'exécution, l'interprétation ou la résiliation du présent contrat, les parties conviennent expressément de soumettre le litige à la **compétence exclusive** des juridictions territorialement compétentes du ressort de **Papeete (Polynésie française)**, y compris en cas de pluralité de défendeurs, d'appel en garantie ou de demande incidente, **sous réserve des dispositions impératives applicables aux consommateurs**.

Cette attribution de juridiction s'applique y compris :

- en cas de litige portant sur un accident, un sinistre ou une dégradation du véhicule,

- en cas de contestation d'un paiement, d'une retenue sur caution ou de frais annexes,
- ou pour tout différend d'interprétation des présentes Conditions Générales de Location.

### 3. Clause de compétence matérielle

Selon la nature du litige :

- Le **Tribunal de Première Instance de Papeete** est compétent pour tout différend supérieur à la compétence du Tribunal de proximité.
- Le **Tribunal de commerce de Papeete** est compétent pour les litiges entre professionnels.

### 4. Clause de bonne foi et tentative amiable

Avant toute procédure judiciaire, les parties s'engagent à rechercher **une solution amiable** dans un délai raisonnable.

En l'absence d'accord, la **compétence juridictionnelle exclusive de Papeete** demeure applicable sans restriction.

### 5. Effet contraignant

Cette clause de juridiction a été **expressément portée à la connaissance du Locataire** au moment de la signature du contrat de location, lequel **l'accepte sans réserve**.

Elle constitue un **élément essentiel du consentement** et de la formation du contrat.

## ARTICLE 18 – LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DU LOUEUR

### 1. Responsabilité générale

Le Loueur n'est tenu qu'à une **obligation de moyens** concernant la mise à disposition du véhicule et son entretien régulier, conformément aux instructions du constructeur.

La responsabilité du Loueur ne peut être engagée qu'en cas de **faute prouvée ou de négligence grave**, directement imputable au Loueur.

En aucun cas, le Loueur ne pourra être tenu responsable :

- des dommages résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou du non-respect des présentes Conditions Générales de Location par le Locataire ;
- des préjudices financiers ou indirects subis par le Locataire (notamment perte d'exploitation, perte de chiffre d'affaires, perte de contrat, manque à gagner ou perte de jouissance) ;
- des retards ou impossibilités de mise à disposition du véhicule résultant d'un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du Code civil applicable en Polynésie française (événement extérieur, imprévisible et irrésistible).

### 2. Limitation de responsabilité en cas de dommages

Le Loueur ne saurait être tenu responsable :

- des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par le Locataire ou ses passagers, sauf en cas de faute prouvée **imputable au Loueur** ;
- des objets, bagages ou effets personnels laissés dans le véhicule pendant ou après la période de location, y compris en cas de vol ou de détérioration ;
- des conséquences d'un accident, d'un incendie, d'un vol, d'une crevaison ou d'une panne survenant pendant la période de location, sauf si ceux-ci résultent d'un vice caché **connu du Loueur** avant la remise du véhicule.

### 3. Limitation légale de responsabilité

En application du droit applicable en Polynésie française, la responsabilité du Loueur est **strictement limitée** au montant du loyer facturé pour la période de location concernée, sauf en cas de **faute lourde ou intentionnelle** du Loueur.

Aucune indemnisation complémentaire ne pourra être réclamée, pour quelque motif que ce soit, notamment au titre :

- d'un préjudice moral ou financier ;
- d'une perte de jouissance ou d'utilisation du véhicule ;
- d'un atteinte à l'image ou à la réputation commerciale.

### 4. Force majeure et événements indépendants de la volonté du Loueur

Le Loueur ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant d'un cas de force majeure ou d'un événement **indépendant de sa volonté**, incluant notamment, sans que cette liste soit limitative :

- catastrophes naturelles (cyclones, fortes pluies, inondations, séismes, etc.) ;
- troubles à l'ordre public, accidents, grèves, barrages routiers, interruptions de transport ou de fourniture d'énergie ;
- indisponibilité temporaire du véhicule résultant d'une panne imprévisible ou d'un retard de maintenance non signalé par le constructeur.

En cas de force majeure, le contrat pourra être suspendu ou résilié **sans indemnité pour le Locataire**, conformément aux dispositions des articles 1218 et suivants du Code civil applicable en Polynésie française.

### 5. Responsabilité du Loueur à l'égard des tiers

Le Loueur ne saurait être tenu responsable des dommages ou infractions causés par le Locataire à des tiers pendant la durée de la location.

En cas de contravention, procès-verbal ou infraction, le Locataire demeure **seul responsable** du paiement de toutes amendes, sanctions et frais y afférents.

### 6. Clause de non-recours

Le Locataire renonce expressément, pour lui-même, ses assureurs et ses ayants droit, à tout recours à l'encontre du Loueur, de ses préposés ou représentants, pour tout dommage n'étant pas directement imputable à une **faute lourde** du Loueur **dans les limites autorisées par la loi applicable**.

## **ARTICLE 19 – DISPOSITIONS DIVERSES – INTÉGRALITÉ DU CONTRAT**

### **1. Information préalable - Compréhension du contrat**

Le Locataire reconnaît avoir reçu, avant la conclusion du contrat, l'ensemble des informations nécessaires à la **compréhension des présentes Conditions Générales de Location**, avoir disposé du **temps suffisant** pour en **prendre connaissance** et avoir pu poser toute question utile **avant de s'engager**.

### **2. Intégralité du contrat**

Les présentes Conditions Générales de Location, ainsi que le contrat de location signé et ses éventuelles annexes, constituent **l'intégralité de l'accord** entre le Loueur et le Locataire. Elles annulent et remplacent tout accord, engagement ou communication antérieurs, écrits ou oraux, ayant le même objet.

Aucune condition particulière ou dérogatoire ne pourra être opposable au Loueur si elle n'a pas été formellement acceptée par écrit par celui-ci.

### **3. Nullité partielle**

Si l'une quelconque des stipulations des présentes Conditions Générales de Location était déclarée nulle, illégale ou inapplicable, **cette nullité n'affectera ni la validité ni l'opposabilité des autres stipulations**, qui demeureront pleinement en vigueur.

### **4. Non-renonciation**

Le fait pour le Loueur de ne pas se prévaloir, à un moment donné, de l'une quelconque des stipulations des présentes Conditions Générales de Location ne saurait être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement. Toute renonciation ne pourra être valable que si elle est expresse et écrite.

### **5. Opposabilité**

Le Locataire reconnaît avoir **pris connaissance** des présentes Conditions Générales de Location avant la signature du contrat et les **accepter sans réserve**.

Elles sont pleinement opposables au Locataire et, le cas échéant, à la caution solidaire.

### **6. Langue du contrat**

En cas de traduction des présentes Conditions Générales de Location dans une autre langue, la **version française fera foi**, sauf stipulation contraire expresse.

**ENGLISH VERSION****General Terms and Conditions of Rental****SARL TEMANAHA**

Limited Liability Company with a share capital of **XPF 1,000,000**

Trade and Companies Register (RCS) No. **6898B** / TAHITI No. **480848**

Registered office: **P.O. Box 34, Fare, Huahine, French Polynesia**

Telephone: **40 68 82 59** / Mobile: **87 74 75 56** – Email: **europcar.huahine@gmail.com**

**ARTICLE 1 – PURPOSE**

The purpose of these General Terms and Conditions of Rental is to govern the rental of vehicles without driver offered by the company **SARL TEMANAHA**, a limited liability company governed by the laws of French Polynesia, hereinafter referred to as “**the Lessor**”, to any natural or legal person, hereinafter referred to as “**the Renter**”.

The rental is entered into within the framework of a rental agreement subject to these General Terms and Conditions of Rental, which the Renter declares to accept **without reservation** upon signing the rental agreement.

These General Terms and Conditions of Rental shall prevail over any other document, brochure, verbal or written communication, not expressly accepted in writing by the Lessor.

**ARTICLE 2 – CONDITIONS OF RENTAL**

In order to be able to rent a vehicle, the Renter must:

- be at least **23 years of age** (or **18 years of age for scooters**), and not be more than **80 years of age**;
- hold a **valid driving licence** for at least **one (1) year**, corresponding to the category of the rented vehicle (**category B for motor vehicles; A1, B or BSR for scooters**);
- present the **original** of his or her driving licence;
- provide **sufficient financial guarantees** allowing for the establishment of the required security deposit.

**⚠ The Lessor reserves the right to refuse the rental** if any of these conditions is not met or in the event of doubt as to the validity or authenticity of the documents presented. Failure to comply with any of these obligations **results in the cancellation of the rental without any refund**.

**Authorized drivers (other than the Renter):**

- Only drivers expressly designated in the contract are authorized to drive the vehicle.
- Any unauthorized driver results in the **full and entire liability of the Renter and the forfeiture of any insurance guarantee**.

- The Renter remains **jointly and severally liable** for the acts of all designated drivers.

### **Drivers over 70 years of age:**

- **Residents of French Polynesia:** obligation to present a driving licence renewed by an approved authority.
- **Non-residents:** obligation to present a **round-trip airline ticket** as well as a **valid passport**.

## **ARTICLE 3 – USE OF THE VEHICLE**

The Renter undertakes to use the rented vehicle:

- **exclusively on the island of Huahine;**
- in accordance with its normal intended purpose;
- in compliance with the traffic regulations applicable in French Polynesia;
- in accordance with the instructions of the manufacturer and of the Lessor.

Circulation is **strictly limited to paved roads**.

It is **formally prohibited** to drive on any unpaved road or track, trail, path, footpath, beach, agricultural road, wet area or flooded area.

**⚠ Any failure to comply with this prohibition results in:**

- **the exclusion of any insurance coverage when the breach is directly or indirectly related to the loss;**
- **the full invoicing of all costs incurred** (expert appraisal, towing, immobilization, transfer, repairs, etc.).

The Renter undertakes to:

- comply with the **authorized maximum loads** (passengers and luggage);
- personally assume any **offense, fine or sanction** committed during the rental period.

The Renter remains **solely liable** for all fines, penalties and legal proceedings resulting from the use of the vehicle during the rental period.

The Lessor is **expressly authorized**, if necessary, to transmit the Renter's contact details to the competent authorities.

### **It is furthermore strictly prohibited:**

- to participate in any race, competition, rally or sporting driving;
- to modify the vehicle, even partially, without the prior written consent of the Lessor;
- to use the vehicle for illegal purposes;
- to drive under the influence of alcohol, narcotics or medication impairing alertness;
- to sublet, lend or transfer the vehicle;

- to transport persons or goods for consideration;
- to tow, pull or transport hazardous materials;
- to carry out any repair or intervention on the vehicle by oneself.

**⚠ Any breach of the obligations set out in this article results in the exclusion of any insurance coverage when the breach is directly or indirectly related to the loss.**

The security deposit may be **retained in full on a provisional basis**, pending the complete inspection of the vehicle.

The Renter shall bear **all resulting costs in full**.

## ARTICLE 4 – DURATION – EXTENSION

The duration of the rental is that indicated in the rental agreement.

Any extension of the rental period must be subject to the prior authorization of the Lessor, formalized by a written amendment, signed before the expiry of the initial contract.

**⚠ Any delay attributable to the Renter, or due to any cause that cannot be attributed to the Lessor, does not have the effect of modifying the contractual duration nor the scheduled return time.**

The rental period remains fixed in accordance with the initial reservation and the agreed **return time remains applicable**.

Any abusive retention of the vehicle exposes the Renter:

- to **legal proceedings**;
- to the **loss of any insurance coverage**.

### 1. Delay or non-compliant return

In the absence of prior written authorization:

- a penalty equivalent to one full day of rental at the undiscounted public rate is due for each period of twenty-four (24) hours commenced;
- beyond forty-eight (48) hours, the Lessor reserves the right to file a complaint for misappropriation of the rented vehicle, **without prejudice to the Lessor's right to claim damages**.

Any return of the vehicle at a non-authorized location results in a minimum penalty of **5,000 XPF**, to which are added the repatriation costs.

### 2. Early return

No refund shall be granted in the event of early return of the vehicle.

## ARTICLE 5 – FUEL

### 1. Fuel level at departure

The fuel level of the vehicle is indicated on the departure condition report and validated by the Renter's signature.

In the absence of any immediate objection, the level stated on the condition report shall be contractually binding.

## 2. Type of fuel

The Renter undertakes to use exclusively the fuel appropriate for the rented vehicle.

In the event of use of the wrong fuel, all costs incurred (draining, cleaning, towing, repairs, immobilization of the vehicle, etc.) shall be borne in full by the Renter, **without limitation**.

## 3. Fuel level upon return

The vehicle must be returned with a fuel level strictly identical to that noted at departure.

**⚠ The mere observation of the fuel gauge does not constitute sufficient proof of refuelling.**

The Renter must leave in the vehicle a **fuel receipt** or invoice, **clearly visible**, dated less than one (1) hour before the return of the vehicle.

- In the event of a **lower level**: the missing fuel shall be invoiced according to the Lessor's current rate, based on the mileage travelled.
- In the event of an **identical level** but in the **absence of any receipt** or invoice left in the vehicle: a fixed management **fee of 1,000 XPF** (inspection, travel, labour) shall be charged, in addition to any fuel costs calculated on the basis of the mileage travelled.

No refund shall be made for any excess fuel left in the tank.

## ARTICLE 6 – MAKING AVAILABLE AND RETURN OF THE VEHICLE

The vehicle is delivered to the Renter clean, in working order, and equipped with all of its accessories.

The Renter is fully responsible:

- for the safekeeping of the vehicle;
- for the loss, theft or damage of any accessory provided.

Any missing or damaged accessory shall have to be **replaced at the Renter's expense**.

A joint condition report upon pick-up and return is drawn up at the time the vehicle is handed over and returned.

## ARTICLE 7 – CONDITION REPORT – PHOTOGRAPHIC PROCEDURE

## 1. Condition of the vehicle at departure

The condition of the vehicle is recorded by the Lessor exclusively by means of **digital photographs of any visible damage** at the time the vehicle is handed over to the Renter.

**Only apparent damage (scratches, impacts, missing parts, etc.) is photographed and recorded.** These photographs constitute the departure condition report and serve as the basis for comparison upon return.

Before departure, the Renter may:

- inspect the vehicle;
- report any damage not photographed;
- request that additional photographs be taken.

**⚠ No claim made after departure shall be accepted.**

## 2. Condition of the vehicle upon return

Upon return of the vehicle, a similar condition report is carried out by the Lessor. Only **new damage**, not visible on the departure photographs, may be photographed and give rise to invoicing.

## 3. Return of the vehicle without a representative of the Lessor

In the event of return of the vehicle outside business hours or in the absence of a representative of the Lessor, the Renter undertakes to strictly comply with the following procedure:

### a) Parking

The vehicle must be parked in the agreed location or as indicated by the Lessor, in an accessible, secure area and in accordance with the instructions given when the vehicle was collected.

### b) Securing the vehicle

The vehicle must be:

- switched off,
- windows closed,
- properly locked,
- with no personal belongings inside.

### c) Deposit of the keys

The keys must be deposited in the secure box provided for this purpose or handed over in accordance with the written instructions provided by the Lessor.

## 4. Photographic condition report carried out by the Renter

The Renter is required to carry out, at the time of return, a **complete photographic report** including at a minimum:

- front and rear views of the vehicle;
- front left and right sides;
- rear left and right sides;
- odometer showing mileage and visible fuel level;
- details of any apparent damage, where applicable.

The photographs must be:

- clear, legible and dated;
- sent **within one (1) hour after return** by email or via WhatsApp (QR code provided), or
- kept for at least **7 days** in the event of a subsequent joint condition report.

Failing receipt of the photographs within the required time, or in the event of incomplete photographs or photographs of insufficient quality, the Lessor reserves the right to consider that the vehicle was returned in the condition noted during its subsequent inspection, **unless proof to the contrary** is provided by the Renter.

## **5. Absence of signature and probative value of the photographs**

In the absence of the Renter's signature on the return condition report, in particular in the event of return without a representative, the Renter expressly acknowledges and accepts that:

- he or she remains **fully responsible** for the condition of the vehicle until the inspection carried out by the Lessor;
- failing **sufficient proof** provided by the Renter (clear, dated and complete photographs), any damage noted subsequently may be attributed to him or her.

This photographic procedure is expressly recognized by the Renter as constituting a **valid and enforceable contractual means of proof**.

By **signing the rental** agreement, the Renter acknowledges having been **informed** of this procedure and **accepts it without reservation**.

## **6. Probative value of electronic elements**

The condition reports, photographs, videos, findings, contractual documents, electronic exchanges (emails, messages, digital media), drawn up or kept by the Lessor, constitute **valid, admissible and enforceable means of proof** between the parties, **in the same way as a signed written document**.

The Renter expressly acknowledges their **probative value** and waives the right to contest their evidentiary force solely on the grounds of their electronic form or the **absence of a handwritten signature**.

## **ARTICLE 7 bis – NON-APPARENT DAMAGE (SO-CALLED “HIDDEN DAMAGE”)**

Certain damage may **not be immediately apparent** at the time the vehicle is inspected upon return, in particular where:

- the damage affects components that are not accessible or not visible during a standard external inspection of the vehicle (including, but not limited to, the engine, clutch, fuel tank, transmission or underbody components);
- the return conditions do not allow for a thorough inspection (vehicle returned dirty, during rainfall, at night, in insufficient lighting conditions, or without a representative of the Lessor present).

Such damage may be **identified subsequently** during technical inspections, thorough cleaning operations, maintenance procedures or preparation of the vehicle for re-rental.

In the event that such damage is identified, the Lessor undertakes to:

1. **Notify the Renter in writing**, by electronic mail sent to the address provided at the time of rental;
2. **Provide any relevant supporting evidence**, including but not limited to photographs, technical reports, internal inspection records or repair estimates;
3. **Establish a causal link** between the damage identified and the relevant rental period.

No charge shall be made **prior to the expiry of a minimum period of seven (7) calendar days** following notification to the Renter, in order to allow the Renter to submit any written comments or objections.

In the absence of a response from the Renter within this period, or where **no substantiated evidence is provided** capable of excluding the Renter's liability, the Lessor may proceed with the invoicing of the damage identified, in accordance with these General Terms and Conditions of Rental, in particular by deduction from the security deposit.

This clause shall apply without prejudice to the provisions relating to the photographic vehicle condition report and to the evidential value of electronic records set out in **ARTICLE 7**.

## **ARTICLE 8 – INSURANCE AND GUARANTEES**

### **1. Type of insurance**

The rented vehicle is insured by the Lessor under a **comprehensive insurance policy** taken out with an insurer approved in French Polynesia.

This insurance includes, within the limits and conditions provided for by the insurance contract:

- the **compulsory civil liability** insurance, in accordance with the Insurance Code applicable in French Polynesia;
- **material damage** suffered by the rented vehicle in the event of accident, theft, fire or attempted theft.

A **fixed contractual deductible** nevertheless remains payable by the Renter, under the conditions defined in **ARTICLE 9**.

Insurance cover is strictly subject to **full compliance** with these General Terms and Conditions of Rental. In the event of an exclusion of cover, the Renter remains solely liable for all financial consequences.

## 2. Scope of the guarantees

### a) Civil liability

The insurance exclusively covers bodily injury and material damage caused to third parties as a result of the use of the vehicle.

Excluded from this cover are:

- damage suffered by the Renter;
- that suffered by his or her passengers;
- personal effects transported.

### b) Material damage to the vehicle

The vehicle is covered against material damage, with or without an identified third party, subject to compliance by the Renter with the contractual obligations.

## 3. Conditions for application of the guarantees

The guarantees apply only if:

- the vehicle is driven by an authorized driver holding a valid driving licence;
- the vehicle is used in accordance with its contractual purpose;
- any incident is declared to the Lessor within a maximum period of **twenty-four (24) working hours**, accompanied by a report or a detailed written statement;
- the vehicle, the keys and the documents are returned to the Lessor, in particular in the event of theft or fire.

Any breach results in the **exclusion of any insurance coverage when the breach is directly or indirectly related to the loss**, the Renter remaining fully liable for the damages, losses and costs.

## 4. Exclusions of cover

Are formally excluded from any insurance cover, without this list being exhaustive, losses resulting directly or indirectly:

- from a false declaration by the Renter or the guarantor;
- from non-compliance with these General Terms and Conditions of Rental;
- from use of the vehicle outside the authorized areas;
- from driving on unpaved roads, tracks, paths, beaches or flooded areas;
- from a driver who is not authorized or not holding a valid driving licence;
- from driving under the influence of alcohol, narcotics or medication impairing alertness;
- from participation in competitions, races or tests;
- from overloading the vehicle by transporting passengers or luggage exceeding the authorized limit;

- from characterized negligence (underbody impact, driving through water, immersion, intentional damage, abandonment of the vehicle);
- from loss or theft of the vehicle keys;
- from failure to return the vehicle keys and documents;
- from failure or delay in declaring the loss within the contractual time limits;
- from use of the vehicle for illegal purposes or purposes not provided for in the contract.

In the event of an exclusion of cover, the Renter shall bear **all the financial consequences of the loss, without limitation of amount other than those resulting from the law.**

## **ARTICLE 9 – DEDUCTIBLE**

In the event of a loss (theft, loss or damage caused to the rented vehicle or to a third party), the Renter remains liable for a **fixed contractual deductible**.

The amount of this deductible depends on the category of the rented vehicle and is:

- indicated in the rental agreement,  
or
- available for consultation at the agency,  
or
- communicated upon simple request to the Lessor.

This deductible is **fixed, non-reducible and payable in all circumstances**, including when the loss falls within the scope of the insurance taken out by the Lessor.

The deductible remains payable by:

- the Renter,  
and
- the natural or legal person who has acted as joint and several guarantor.

### **The deductible applies in particular:**

- when a liable third party is identified;
- when the damage is covered by the insurance;
- when the Renter has taken out personal or additional insurance.

**⚠ No exemption, reduction or waiver of the deductible may be invoked, for any reason whatsoever.**

Only the Lessor remains authorized, on a **strictly discretionary and exceptional** basis, in particular in the event of minor damage not requiring the intervention of a professional, to grant a partial or total waiver of the application of the deductible.

### **Limitation of the deductible**

The deductible is applicable **only if all the conditions of cover are complied with.**

In the event of non-compliance with these General Terms and Conditions of Rental, the cover may be excluded and **all damages shall then be borne by the Renter, without limitation of amount other than those resulting from the law.**

## **ARTICLE 10 – SECURITY DEPOSIT (GUARANTEE)**

Upon handover of the vehicle, the Renter or the person acting as joint and several guarantor pays to the Lessor a security deposit, the amount of which is specified in the rental agreement.

This security deposit may be:

- either **blocked** in the form of a bank **pre-authorization**;
- or **collected**, according to the terms defined by the Lessor.

### **1. Purpose of the security deposit**

The purpose of the security deposit is in particular to guarantee:

- payment of the **contractual deductible** in the event of a loss;
- **damage not covered by the insurance** or excluded from cover;
- additional costs resulting from **failure to comply with the Renter's contractual obligations** (missing fuel, delay, exceptional cleaning, loss of accessories, immobilization of the vehicle, administrative fees, etc.).

Consequently, the Lessor is expressly authorized to deduct, **without prior formal notice**, all or part of the security deposit in order to cover:

- any amount due by the Renter under this contract;
- any damage, loss or cost resulting from a breach, a loss or an exclusion of cover.

### **2. Release of the security deposit**

Upon return of the vehicle and after inspection:

- the security deposit is **released in full** if no damage or additional costs are noted;
- the deposit may be **partially or totally retained** if costs, repairs, penalties or the deductible must be charged to the Renter.

The security deposit is returned within a maximum period of **seven (7) working days** after the return of the vehicle, subject to the absence of any costs due, damage, or to receipt of the final invoices and completion of the administrative closure of the file.

In the event of a loss requiring an **expert appraisal**, the Lessor is authorized to **retain the security deposit** until **final determination** of the amount of repairs or indemnities due.

The security deposit **does not in any way limit** the Renter's liability where the latter has committed a fault resulting in an exclusion of cover.

### 3. Joint and several guarantor

The natural or legal person acting as **joint and several guarantor** expressly, jointly and irrevocably undertakes to guarantee full performance of all the Renter's contractual obligations.

The guarantor acknowledges being bound in the **same manner as the Renter**, without benefit of discussion or division, in accordance with the provisions of the Civil Code applicable in French Polynesia.

The guarantor's undertaking remains valid and enforceable whatever the Renter's situation, including in the event of dispute, insolvency or departure from the territory.

### 4. Dispute of damages

The **absence of signature** on the return condition report or any subsequent dispute by the Renter relating to the existence or assessment of the damage **does not in any way release** the Renter or the guarantor from their obligations.

The Lessor is authorized to use the security deposit to cover all or part of:

- the **applicable deductible**;
- damage not covered;
- costs resulting from an exclusion of cover.

## ARTICLE 11 – LOSSES – OBLIGATIONS OF THE RENTER

In the event of an accident, damage, theft, attempted theft, fire or any loss affecting the vehicle, the Renter is required to:

- **immediately cease using** the vehicle if such use is likely to aggravate the loss;
- **inform the Lessor** without delay, and at the latest within a period of **twenty-four (24) working hours**;
- provide a **detailed written statement** of the circumstances of the loss;
- draw up an **amicable report** in the event of an accident with a third party, even in the absence of any apparent damage;
- file a **complaint with the competent authorities** in the event of theft, attempted theft, vandalism or bodily accident.

The Renter undertakes to transmit to the Lessor all useful documents (report, official record, statements, contact details of the parties, etc.).

**⚠ Failure to comply with these obligations results in the exclusion of any insurance coverage, the Renter remaining fully liable for the financial consequences of the loss.**

The Renter remains responsible for all costs related:

- to immobilization of the vehicle;
- to towing;

- to expert appraisal;
- to repairs;
- to loss of operating income.

## ARTICLE 12 – LIABILITY OF THE RENTER

The Renter is **fully responsible** for the rented vehicle from the time it is handed over until its effective return to the Lessor, whatever the cause.

This liability includes in particular:

- material damage suffered by the vehicle;
- the loss, theft or damage of the vehicle, its accessories or its documents;
- the financial consequences resulting from a loss, an exclusion of cover or a contractual breach.

The Renter's liability remains engaged **even in the absence of any fault**, in particular in the event of theft or damage by a third party.

The Renter is responsible:

- for the acts of any authorized driver;
- for the passengers carried;
- for any person to whom he or she entrusts the vehicle, even occasionally, in breach of these General Terms and Conditions of Rental.

**! In the event of forfeiture or exclusion of cover, the Renter shall bear all damages, costs and losses suffered by the Lessor, without limitation of amount other than those resulting from the law.**

## ARTICLE 13 – RATES – INVOICING

### 1. Rental rates

The applicable rates are those:

- in force on the day of reservation, for reservations made online, and on the day of signing of the contract, for those made at the agency;
- communicated to the Renter before taking possession of the vehicle;
- expressed in **CFP francs (XPF)**.

The rates include the rental of the vehicle for the agreed duration, excluding options, supplements and ancillary charges.

### 2. Payment

Payment is due:

- before handover of the vehicle;

- or in accordance with the terms specified in the rental agreement.

The Lessor reserves the right to refuse to hand over the vehicle in the absence of full payment.

### 3. Additional charges

May in particular be invoiced in addition, without this list being exhaustive:

- missing fuel;
- exceptional cleaning;
- restoration of the vehicle;
- loss or damage of accessories;
- travel costs for delivery of a duplicate of lost keys (flat fee **5,000 XPF**);
- travel costs for changing a spare wheel (flat fee **5,000 XPF**);
- administrative management fees;
- immobilization of the vehicle;
- costs related to a loss or to an exclusion of cover.

Any amount due may be deducted from the security deposit or invoiced separately.

### 4. Default or late payment

In the event of late payment or default:

- any unpaid amount becomes immediately due;
- the Lessor may suspend any new rental;
- late payment **penalties** may be applied in accordance with the regulations in force in French Polynesia.

## ARTICLE 14 – CANCELLATION – TERMINATION

### 1. Cancellation by the Renter

Any cancellation of a reservation by the Renter must be notified **in writing** to the Lessor.

#### a) Cancellation before the start of the rental

Unless otherwise expressly agreed in writing between the parties, any cancellation:

- occurring **after payment of the rental and up to forty-eight (48) hours** before the initially scheduled date and time of vehicle pick-up, results in the invoicing of **cancellation fees equal to ten percent (10%)** of the total rental amount;
- occurring **less than forty-eight (48) hours** before the scheduled date and time of commencement of the rental, or in the event of the **Renter's failure to appear**, results in the **full invoicing** of the reserved rental, **with no possibility of refund**.

**b) Cancellation or modification during the rental period**

In the event of a reduction in the rental duration, late pick-up or early return of the vehicle, **no refund** shall be granted to the Renter for any unused days.

**c) Force majeure**

By way of derogation from the above provisions, in the event of a cancellation officially recognized as constituting a duly justified case of force majeure (including, in particular, death, accident or hospitalization), the Lessor shall **not charge any cancellation fees**.

**2. Cancellation or termination by the Lessor**

The Lessor reserves the right to cancel or terminate the rental **as of right, without compensation**, in particular in the event of:

- non-compliance by the Renter with these General Terms and Conditions of Rental;
- false declaration;
- impossibility to constitute the security deposit;
- force majeure or unforeseeable unavailability of the vehicle.

In such case, any sums possibly paid in respect of the unperformed rental shall be refunded, **to the exclusion of any other compensation**.

**3. Early termination during the rental period**

In the event of a serious breach by the Renter of his or her contractual obligations, the Lessor may **immediately** terminate the rental.

No refund shall be due to the Renter, **without prejudice to the Lessor's right to claim compensation for all losses suffered**.

**ARTICLE 15 – INTERRUPTION OF THE RENTAL**

The rental may be interrupted, without any compensation to the Renter, in particular in the event of:

- breakdown or malfunction of the vehicle not attributable to the Renter;
- loss;
- force majeure.

In the event of an interruption attributable to the Renter, no refund shall be made and all costs shall remain at the Renter's expense.

The Lessor may not be held liable for any indirect consequences resulting from the interruption of the rental, in particular loss of time, transportation costs, accommodation expenses or commercial loss.

## ARTICLE 16 – PERSONAL DATA

Within the framework of the conclusion and performance of the rental agreement, the Lessor is required to collect and process **personal data** relating to the Renter and, where applicable, the joint and several guarantor.

Such data are collected for the following purposes:

- management of reservations and rental agreements;
- invoicing and collection of payments;
- management of losses, disputes and unpaid amounts;
- compliance with legal and regulatory obligations applicable in French Polynesia.

The data collected are strictly necessary for the performance of the contract and are retained for the legally required period in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data in French Polynesia.

The Renter has a **right of access, rectification and objection** with regard to the data concerning him or her, which may be exercised by sending a written request to the Lessor.

Personal data may be transmitted:

- to insurers;
- to the competent authorities;
- to the Lessor's technical service providers, solely to the extent necessary for the performance of the contract or compliance with legal obligations.

**⚠ Refusal to provide the data necessary for the rental prevents the conclusion of the contract.**

## ARTICLE 17 – APPLICABLE LAW – COMPETENT JURISDICTION

### 1. Applicable law

This rental agreement, as well as these General Terms and Conditions of Rental attached thereto, are **governed by and interpreted in accordance with the law in force in French Polynesia**, to the exclusion of any other legislation.

Any dispute relating to the formation, interpretation, performance or termination of the rental agreement, which could not be settled amicably, falls within the **exclusive jurisdiction of the territorially competent courts of French Polynesia**.

### 2. Competent court

In the event of any dispute, claim or litigation relating to the formation, performance, interpretation or termination of this agreement, the parties expressly agree to submit the dispute to the **exclusive jurisdiction** of the territorially competent courts of the jurisdiction of **Papeete (French Polynesia)**, including in the event of multiple defendants, third-party

proceedings or incidental claims, **subject to mandatory provisions applicable to consumers.**

This attribution of jurisdiction applies in particular:

- in the event of a dispute relating to an accident, a loss or damage to the vehicle;
- in the event of a dispute concerning a payment, a deduction from the security deposit or ancillary charges;
- or for any dispute relating to the interpretation of these General Terms and Conditions of Rental.

### 3. Subject-matter jurisdiction clause

Depending on the nature of the dispute:

- the **Court of First Instance of Papeete** shall have jurisdiction over any dispute exceeding the jurisdiction of the local court;
- the **Commercial Court of Papeete** shall have jurisdiction over disputes between professionals.

### 4. Good faith clause and amicable settlement attempt

Prior to any judicial proceedings, the parties undertake to seek an **amicable solution** within a reasonable period.

In the absence of an agreement, the **exclusive jurisdiction of Papeete** shall remain applicable without restriction.

### 5. Binding effect

This jurisdiction clause has been **expressly brought to the attention of the Renter** at the time of signing the rental agreement, which the Renter accepts **without reservation.**

It constitutes an **essential element of consent** and of the formation of the contract.

## ARTICLE 18 – LIMITATION OF THE LESSOR’S LIABILITY

### 1. General liability

The Lessor is bound only by an **obligation of means** with regard to the making available of the vehicle and its regular maintenance, in accordance with the manufacturer’s instructions.

The Lessor’s liability may be incurred only in the event of **proven fault or gross negligence** directly attributable to the Lessor.

Under no circumstances shall the Lessor be held liable for:

- damage resulting from improper use, negligence or failure to comply with these General Terms and Conditions of Rental by the Renter;
- financial or indirect losses suffered by the Renter (in particular loss of operating income, loss of turnover, loss of contract, loss of profit or loss of enjoyment);
- delays or impossibility of making the vehicle available resulting from a case of force majeure, as defined in Article 1218 of the Civil Code applicable in French Polynesia (external, unforeseeable and irresistible event).

## 2. Limitation of liability in the event of damage

The Lessor shall not be held liable for:

- bodily injury, material or immaterial damage suffered by the Renter or his or her passengers, except in the event of proven fault **attributable to the Lessor**;
- objects, luggage or personal belongings left in the vehicle during or after the rental period, including in the event of theft or damage;
- the consequences of an accident, fire, theft, puncture or breakdown occurring during the rental period, unless these result from a latent defect **known to the Lessor** prior to handover of the vehicle.

## 3. Legal limitation of liability

In application of the law applicable in French Polynesia, the Lessor's liability is **strictly limited** to the amount of the rent invoiced for the rental period concerned, **except in the event of gross or intentional fault on the part of the Lessor**.

No additional compensation may be claimed, for any reason whatsoever, in particular in respect of:

- moral or financial damage;
- loss of enjoyment or use of the vehicle;
- damage to image or commercial reputation.

## 4. Force majeure and events beyond the Lessor's control

The Lessor shall not be held liable for the consequences resulting from a case of force majeure or an event **beyond its control**, including in particular, without this list being exhaustive:

- natural disasters (cyclones, heavy rainfall, floods, earthquakes, etc.);
- disturbances of public order, accidents, strikes, road blockages, interruptions of transport or energy supply;
- temporary unavailability of the vehicle resulting from an unforeseeable breakdown or a maintenance delay not reported by the manufacturer.

In the event of force majeure, the contract may be suspended or terminated **without compensation for the Renter**, in accordance with the provisions of Articles 1218 et seq. of the Civil Code applicable in French Polynesia.

## 5. Lessor's liability towards third parties

The Lessor shall not be held liable for damage or offences caused by the Renter to third parties during the rental period.

In the event of a fine, official report or offence, the Renter remains **solely responsible** for payment of all related fines, penalties and costs.

## 6. Non-recourse clause

The Renter expressly waives, for himself or herself, his or her insurers and beneficiaries, any recourse against the Lessor, its employees or representatives, for any damage not directly attributable to **gross fault** on the part of the Lessor, **within the limits authorized by the applicable law**.

## **ARTICLE 19 – MISCELLANEOUS PROVISIONS – ENTIRE AGREEMENT**

### **1. Prior information – Understanding of the contract**

The Renter acknowledges having received, prior to the conclusion of the contract, all the information necessary for **understanding these General Terms and Conditions of Rental**, having had **sufficient time** to review them, and having been able to ask any useful question **before committing**.

### **2. Entire agreement**

These General Terms and Conditions of Rental, together with the signed rental agreement and any appendices thereto, constitute the **entire agreement** between the Lessor and the Renter. They cancel and replace any prior agreement, commitment or communication, whether written or oral, having the same purpose.

No special or derogatory condition shall be enforceable against the Lessor unless it has been formally accepted in writing by the latter.

### **3. Partial invalidity**

If any provision of these General Terms and Conditions of Rental were to be declared null, illegal or unenforceable, **such invalidity shall not affect the validity or enforceability of the other provisions**, which shall remain fully in force.

### **4. Non-waiver**

The fact that the Lessor does not avail itself, at a given time, of any of the provisions of these General Terms and Conditions of Rental shall not be interpreted as a waiver of the right to rely on them subsequently.

Any waiver shall be valid only if it is express and in writing.

### **5. Enforceability**

The Renter acknowledges **having read** these General Terms and Conditions of Rental prior to signing the contract and accepts them without reservation.

They are fully enforceable against the Renter and, where applicable, against the joint and several guarantor.

### **6. Language of the contract**

In the event that these General Terms and Conditions of Rental are translated into another language, the **French version shall prevail**, unless otherwise expressly stipulated.